

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Brochure n° 3322 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **2420** | **CADRES**

Brochure n° 3002 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **2609** | **ETAM**

Accord du 2 juillet 2024
relatif aux œuvres sociales
(Île-de-France hors Seine-et-Marne)

NOR : ASET2550829M
IDCC : 1596, 1597, 2420, 2609

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFB Île-de-France ;

FFB Grand Paris Île-de-France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

URCB CFDT Île-de-France ;

CFE-CGC BTP ;
IDF CFTC ;
FG FO construction,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Engagées dans l'intérêt des entreprises et des salariés du bâtiment de la région d'Île-de-France (hors Seine-et-Marne), les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national sont soucieuses de leur apporter un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales. Elles ambitionnent de proposer un outil fort de fidélisation des salariés et qui contribue à la marque employeur de la profession.

Dans ce cadre, par la signature du présent accord, les partenaires sociaux prennent l'engagement d'approuver le protocole d'accord paritaire du 2 juillet 2024 qui fixe le cadre de la nouvelle gouvernance telle qu'adoptée par l'assemblée générale extraordinaire de l'association paritaire dédiée à la gestion des œuvres sociales le 11 juin 2024 : l'APAS-BTP. Elles conviennent que ce protocole d'accord paritaire ne peut être dissocié du présent accord, le tout formant un ensemble nécessairement cohérent.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national conviennent donc de ce qui suit.

Article 1^{er} | Champ d'application

1.1. Le présent accord s'applique en région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) aux employeurs relevant respectivement :

- de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés code IDCC 1597) ;
- de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés code IDCC 1596) ;
- de la convention collective nationale des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006 (code IDCC 2609) ;
- de la convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1^{er} juin 2004 (code IDCC 2420) ;
- et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM et cadres) dont l'activité relève de l'une des activités énumérées dans le champ d'application de ces conventions collectives.

Article 2 | Objet de l'accord

Les ouvriers, les ETAM et les cadres des entreprises définies à l'article 1^{er} du présent accord bénéficient des œuvres sociales collectives instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

La gestion des œuvres sociales collectives est assurée par une association paritaire de gestion, l'association paritaire d'action sociale du bâtiment et des travaux publics (APAS-BTP).

Dans ce cadre, les entreprises du bâtiment doivent obligatoirement s'affilier à cette association paritaire d'action sociale du bâtiment et des travaux publics (APAS -BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'association précitée une cotisation fixée à 0,35 % de leur masse salariale brute.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord conviennent de se revoir tous les ans afin d'examiner l'évolution, à la baisse ou à la hausse, du taux de la cotisation.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

Article 3 | *Durée. Révision*

3.1. Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 4 ans.

3.2. Révision

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Article 4 | *Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés*

Les partenaires sociaux considèrent qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5 | *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur à la date de son extension.

Article 6 | *Dépôt et demande d'extension*

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires en demanderont l'extension au ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 2 juillet 2024.

(Suivent les signatures.)